

# Europe Orientale & Europe du Nord



## Droits des travailleurs et libertés syndicales au Bélarus

Le Bélarus est dirigé d'une main de fer par Alexandre Loukachenko depuis plus de trente ans, il est le dernier pays d'Europe à appliquer la peine de mort. Les contre-pouvoirs y ont été méthodiquement démantelés, les libertés publiques réduites à néant, et les droits sociaux et syndicaux anéantis. Dans ce système verrouillé, où toute contestation est criminalisée, les travailleuses et travailleurs sont soumis à une surveillance politique omniprésente, dans un climat de salariat contraint, dépourvu de protections les plus élémentaires.

Pourtant, en 2020, le pays a été le théâtre du plus vaste mouvement social de l'espace post-soviétique. À la suite d'élections largement dénoncées comme frauduleuses, une vague de grèves sans précédent a déferlé sur le pays : occupations d'usines, arrêts massifs de la production, paralysie d'une grande partie de l'économie. À la pointe de ce soulèvement, le BKDP, syndicat indépendant partenaire de la CGT, a incarné l'espoir d'un renouveau démocratique porté par le monde du travail.

Le 19 avril 2022, une rafle d'ampleur a visé les dirigeants du BKDP, avant que l'organisation ne soit purement et simplement dissoute. Depuis, la répression s'est intensifiée, visant à éradiquer toute forme de syndicalisme indépendant et à faire taire durablement celles et ceux qui continuent de lutter pour les droits fondamentaux au Bélarus.

L'Espace Inter de la CGT a interviewé Aliaksandr Yarashuk, président du BKDP, expulsé de son pays en septembre 2025 après avoir passé trois ans et demi en prison.

## **Interview avec Aliaksandr Yarashuk, président du Congrès biélorussien des syndicats démocratiques (BKDP)**

**Vous avez été emprisonné dans des conditions éprouvantes avec très peu de contacts avec l'extérieur. Quelles ont été vos impressions une fois la liberté retrouvée ?**

Vous savez, l'histoire s'accélère. On le ressent très fort quand on passe trois ans et demi en prison. Malheureusement, le monde a changé pour le pire, il ne peut y avoir d'autre appréciation. Et par endroit la dégradation est vertigineuse.

Le droit international est ouvertement remis en question, les droits et libertés des citoyens sont ostensiblement piétinés. Sous nos yeux, les gens sont privés de leurs droits fondamentaux.

Il existe désormais une menace directe pour la liberté et la démocratie, même dans les pays qui semblaient en être des bastions inébranlables. Notre certitude était que ces pays pouvaient générer de façon durable les principes de la démocratie afin que l'accès aux droits et libertés s'améliorent dans différents pays, sur différents continents. Aujourd'hui, tout cela est fortement remis en question. C'est le défi auquel nous faisons face.

**Comment regardez-vous rétrospectivement la contestation populaire des élections truquées de 2020 ?**

En 2020 le peuple biélorusse a fait sa révolution de la Dignité. Pour la première fois depuis des décennies, les gens ont senti qu'ils pouvaient assumer la responsabilité de leur propre destin collectif, de vivre dans la liberté et la démocratie. Cela s'est accompagné d'une renaissance sans précédent de la conscience nationale ... Les cinq années de réaction qui ont suivies ont abouti à un effondrement, surtout en ce qui concerne les droits des travailleurs.

**Justement, où en est la situation avec les droits des travailleurs au Bélarus aujourd'hui ?**

Dressons le portrait d'un ouvrier biélorussien qui a participé à des manifestations en 2020. Vous savez, les travailleurs sortaient en masse des grands sites industriels pour rejoindre les manifestations, participaient à des grèves spontanées ... Aujourd'hui ces personnes sont méconnaissables, forcées de rester silencieuses et dociles sous surveillance politique totale. Dans chaque entreprise, il y a un soi-disant idéologue, c'est-à-dire une personne chargée du contrôle politique des travailleurs. Sa tâche est de détecter la dissidence et de l'éradiquer sans pitié.

Presque tous les travailleurs du pays ont vu leur contrat transformé en CDD d'une durée d'un an. Il est donc facile de se débarrasser de quelqu'un. Par ailleurs, résister individuellement ou soutenir une revendication collective, y compris via les réseaux sociaux, conduit rapidement à des poursuites pénales et à la condamnation. Le pays compte plus de 1000 prisonniers politiques. Le fait d'avoir manifesté en 2020, alors même que tout le pays y prenait part, devient un chef d'accusation des années après. Dans de telles conditions, il est compréhensible que les travailleurs se replient sur eux-mêmes. Oser désobéir aux diktats des autorités devient impossible. Notez aussi qu'une personne sous CDD qui trouve un meilleur emploi ne peut démissionner qu'avec l'accord de son employeur. Pour être admis sur le nouveau lieu de travail, il faut présenter des lettres de recommandations de deux emplois précédents. Aucun employeur n'écrira une lettre favorable si le travailleur cherche à s'en aller contre sa volonté...

Au cours des dix dernières années, la question du travail forcé au Bélarus a été inscrite à plusieurs reprises à l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail à Genève. Elle le sera de nouveau

cette année. Il existe, par exemple, des dispensaires médicaux de travail, où tout citoyen peut être envoyé à tout moment pour un « traitement d'alcoolisme ». Les représentants du gouvernement biélorusse prétendent mettre en place cette mesure avec un objectif de prévention médicale de l'alcoolisme. Seulement tout ce système relève non pas du ministère de la Santé, mais du ministère de l'Intérieur. C'est en fait une main-d'œuvre gratuite !

### **L'OIT revient sur le cas du Bélarus très régulièrement, pouvez-vous nous décrire les atteintes aux libertés syndicales dans votre pays ?**

Les régimes non démocratiques, autoritaires, totalitaires piétinent les droits des travailleurs. Mais ils craignent plus que tout les travailleurs organisés. Ce qui est arrivé au mouvement syndical indépendant au Bélarus en est un exemple clair. Nous étions en mode survie depuis de nombreuses années.

Depuis l'été 2020, la répression s'est amplifiée. Elle a touché 73 militant.es et dirigeant.es syndicaux. Aujourd'hui 20 de nos camarades sont toujours en prison et nous nous battons pour leur libération. Toutes et tous sont reconnu.es comme prisonnier.es politiques. Ils et elles n'ont fait que défendre les droits des travailleurs en étant membres actifs des syndicats indépendants. Et en même temps la Cour suprême a liquidé nos organisations, a mis fin au mouvement syndical indépendant organisé dans le pays.

Ma condamnation est un exemple très illustratif. Je souhaite d'ailleurs remercier la CGT pour son soutien indéfectible face à cette épreuve. J'ai été jugé pour avoir pris part aux manifestations de masse en 2020 et pour avoir appelé à la grève. J'ai été condamné sur le fondement de ces deux infractions à 4 ans d'emprisonnement ferme. Vous comprenez ? Tout est dit. Au Bélarus, un dirigeant syndical sera immédiatement emprisonné s'il exerce son droit inaliénable d'appeler à la grève. Avec un tel arsenal répressif et limitatif des droits et libertés fondamentaux, il est permis d'imaginer combien de syndicalistes CGT seraient envoyés en prison s'ils vivaient au Bélarus !

Les travailleurs sont devenus inaudibles en l'absence de syndicats indépendants. Ils ne peuvent pas exprimer leurs problèmes, ils n'ont aucun outil, il n'y a pas d'organisation qui pourrait prendre leur défense, porter leur voix.

En juin 2023, la Conférence internationale du Travail (CIT) a pris des mesures exceptionnelles en activant l'article 33 de la Constitution de l'OIT pour mettre un terme aux violations de la liberté d'association au Bélarus. Ces violations concernent deux conventions fondamentales de l'OIT : la Convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical et la Convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective. Il est extrêmement important de dire ceci : en 107 ans d'histoire de l'OIT le Bélarus est le deuxième pays auquel s'applique cette mesure.

De leur côté, les États-Unis et l'Union européenne ont sanctionné le Bélarus pour la répression de 2020 et pour son rôle dans l'agression contre l'Ukraine. Il serait pertinent d'articuler ces sanctions avec celles prises par l'OIT, qui retrouverait ainsi un véritable levier coercitif face à un régime qui viole les droits des travailleurs. Cela renforcerait en même temps la position de l'Union européenne, alors que les États-Unis ont radicalement changé d'attitude.

### **Comment la voix des syndicalistes biélorusses est-elle entendue depuis l'exil aujourd'hui ?**

Ce fut une énorme joie d'apprendre à la sortie de la prison que l'organisation continuait à vivre. Les camarades qui ont fui le Bélarus, certain.es après avoir fait de la prison, ont fondé l'association Solidarnast à Brême, en Allemagne. Nous essayons, autant que possible depuis l'extérieur, de poursuivre la lutte pour les droits et intérêts des travailleurs et de celles et ceux qui faisaient partie de

nos syndicats indépendants. En fait, nous avons cette responsabilité, car il n'existe plus d'organisations syndicales indépendantes au pays qui pourraient accomplir cette mission.

### **Votre position dénonçant immédiatement l'agression russe contre l'Ukraine a-t-elle pesé dans votre condamnation ?**

Je sais avec certitude, on me l'a clairement laissé entendre, que la décision de m'arrêter a été motivée par le fait que je me suis dressé ouvertement contre la guerre, contre l'agression de la Russie et du Bélarus en Ukraine. Le Bélarus est co-agresseur dans cette guerre.

Cette guerre nous montre à quel point de tels régimes politiques sont dangereux. Parce qu'ayant accumulé le potentiel d'agression, ayant réprimé leur propre peuple, les travailleurs, ils passent inévitablement de la violence à l'intérieur du pays à l'agression vis-à-vis de l'extérieur.

Le désir des dirigeants actuels de la Russie de restaurer l'empire les a conduits à commettre l'irréparable. La guerre est aussi le moyen de détourner les travailleurs des problèmes internes du pays, des bas salaires, des conditions de travail indignes, de la violation des droits. Et il n'y a pas d'autres explications que celles-ci quant aux raisons de cette guerre déclenchée par la Russie.

Si la Russie l'emporte, nous pouvons affirmer avec certitude qu'elle ne tardera pas à poursuivre son expansion militaire vers d'autres pays voisins. Et son allié le plus proche, le Bélarus, dispose maintenant d'armes nucléaires. Nous sommes immensément préoccupés par cela.

Hier encore la prolifération des armes nucléaires semblait impensable, impossible. Des événements historiques de première importance se sont déroulés dans les années 1990 quand ces armes ont été retirées du territoire de l'Ukraine et du Bélarus. Aujourd'hui, l'Ukraine résiste à l'agression militaire de la Russie et du Bélarus et les armes nucléaires ont fait leur retour au Bélarus. A ma sortie de prison, j'ai été tout simplement stupéfait de constater à quel point les menaces émanant de notre région se sont accrues.

### **Quels défis se posent aujourd'hui à l'Organisation internationale du Travail ?**

Les grandes entreprises multinationales et le grand capital mènent une attaque contre les droits des travailleurs, contre le droit de grève. Nous savons combien il est devenu difficile de défendre ce droit inaliénable dans l'enceinte même de l'OIT.

J'ai été réélu pour la 4<sup>ème</sup> fois membre du Conseil d'Administration de l'OIT alors que j'étais en prison. C'est un honneur pour moi. Mais je sais que la mobilisation extrême est maintenant nécessaire pour affronter ces défis. Nous ne pouvons pas nous défilier.

Les régimes antidémocratiques et autoritaires ont dans leur ligne de mire les libertés syndicales, le travail décent, l'interdiction du travail forcé. Il va falloir défendre tout cela dans une lutte acharnée. Je pense qu'aujourd'hui, il est plus important que jamais que les travailleurs de tous les pays manifestent leur solidarité dans la lutte pour leurs droits.

### **Et quel avenir pour le Bélarus ?**

Le Bélarus sera sans aucun doute un pays libre et démocratique. Mais il faut imaginer l'ampleur des transformations à réaliser, puisque le pays traverse une crise systémique.

Personnellement, je n'ai aucun doute sur le fait que les manifestations de 2020 représentent un événement clé. La colonne vertébrale de ce système inhumain a été brisée, mais le régime a été sauvé

par l'agression militaire russe contre l'Ukraine. Je reste toutefois persuadé que nous assistons en réalité à son agonie.

Je crois que cette guerre ne se terminera pas bien pour le régime russe non plus. Des changements importants auront lieu dans mon pays ainsi qu'en Russie : il faut s'y tenir prêts.

Il y a une expression chez moi : « les morts s'agrippent aux vivants ». Ces deux régimes ont fait leur temps, ils sont morts, mais ils s'accrochent à la vie de toutes leurs forces. Ils veulent anéantir tout potentiel d'avenir, mais je crois fermement que leur temps est compté.

Propos recueillis par l'Espace Inter de la CGT

Brême, avril 2026



Aliaksandr Yarashuk au CA de l'OIT, mars 2026